

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

Mai 1988
Vol. 8 n° 5

May 1988
Vol. 8 No. 5

Canada



Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

Mai 1988
Vol. 8 n° 5

May 1988
Vol. 8 No. 5



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada



Table des matières

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Avis -Nouvelle adresse - Bureau du Surintendant des faillites.....	5
Sondage relatif au Bulletin sur l'Insolvabilité	6
Jugement	9
Bureaux d'examen de l'endettement agricole	14
Statistiques.....	27
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites.....	36
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse.....	37

Table of Contents

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Notice -New address - Office of the Superintendent of Bankruptcy	5
Insolvency Bulletin Survey	6
Judgment	9
Farm Debt Review Boards - Annual Report 1987	14
Statistics	27
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	36
Notice to Publisher of Change of Address	37

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massüe-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

AVIS

NOTICE

Nouvelle adresse

Veillez prendre note que le bureau du Surintendant des faillites est maintenant déménagé à l'adresse suivante:

Consommation et Corporations - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau Commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

New address

Please take note that the Office of the Superintendent of Bankruptcy has now moved to the following address:

Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

SONDAGE RELATIF AU BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

INSOLVENCY BULLETIN SURVEY

En vue d'améliorer notre service et de répondre plus efficacement aux besoins de nos lecteurs, nous avons voulu faire évaluer le Bulletin sur l'insolvabilité par la Direction des communications de Consommation et Corporations Canada. A cette fin, un questionnaire a été distribué, à la fin de 1987, dans lequel les lecteurs ont été interrogés sur la nature de leurs intérêts en matière d'insolvabilité. Ils ont également été invités à donner leur opinion sur la qualité et l'utilité du Bulletin.

Sur nos quelque 2 000 lecteurs, la Direction des communications a reçu plus de 900 réponses, dépassant en nombre les prévisions les plus optimistes. Vos réponses nous aideront à déterminer l'orientation future du Bulletin ainsi que le choix des articles et leur présentation. Voici le résultat du questionnaire, tel qu'établi par la Direction des communications.

De façon générale, la réaction des lecteurs est des plus favorables:

- 76 % des lecteurs trouvent que les divers types d'articles présentés dans le Bulletin offrent une source d'information qualifiée de bonne à excellente;
- les lecteurs privilégient cinq catégories d'articles: il s'agit, par ordre de préférence: (1) "amendements aux règlements et aux lois", (2) "jurisprudence", (3) "circulaires d'information et directives", (4) "articles de fond" et (5) "condamnations reliées aux faillites";
- presque tous les lecteurs veulent que le Bulletin continue de publier de la jurisprudence et des articles de fond;
- 86 % des lecteurs veulent que le Bulletin comporte autant sinon plus d'articles de fond;
- 90 % des lecteurs conservent le Bulletin ou des sections du Bulletin pour fins de consultation et, de ce nombre, 100 % font circuler le Bulletin au sein de leur organisation;

In an effort to improve our service and respond more effectively to the needs of our readers, we have had the Insolvency Bulletin evaluated by the Communications Branch of Consumer and Corporate Affairs Canada. This was undertaken by means of a questionnaire sent out late in 1987, in which readers were asked about their insolvency-related interests and invited to comment on the quality and usefulness of the Bulletin.

From our 2000 or so readers, Communications Branch received over 900 replies -- a response rate which exceeded even the most optimistic estimates. Your replies will be helpful in guiding the future course of the Bulletin and in determining the types of articles and the manner in which they will be published. What follows are the major findings of the Communications Branch.

Generally speaking, reader reaction was very favourable:

- 76% of readers found the article mix in the Bulletin to be a good to excellent source of information;
- Readers attached most importance to five article types. These are, in order of ranking: (1) "modifications to rules and acts", (2) "jurisprudence", (3) "information circulars and directives", (4) "in-depth articles", and (5) "convictions related to bankruptcy";
- 99% want the Bulletin to continue carrying jurisprudence and in-depth articles;
- 86% want either the same or a greater amount of in-depth articles;
- 90% keep the Bulletin or parts of it for reference, and of that group 100% circulate the Bulletin within their organization;

- 90 % des lecteurs sont généralement satisfaits de la présentation du Bulletin, 53 % d'entre eux la jugeant acceptable et 37 % estimant qu'elle facilite la lecture du texte.

Les lecteurs se montrent enthousiastes à l'idée de publier une nouvelle série d'articles dans le Bulletin.

Parmi les sept catégories d'articles proposées, 61 % des lecteurs aimeraient lire des articles appartenant à la catégorie générale "dossier spécial et inhabituel". Ensuite, 36 % des lecteurs ont choisi "nouvelles de la Direction des faillites", 35 % "nouvelles de Consommation et Corporations Canada" et 32 % "chronique du Surintendant" ainsi que "humour et insolvabilité".

Les observations des lecteurs relatives à l'amélioration du Bulletin ont été réparties en trois catégories: (1) statistiques, (2) articles de fond et jurisprudence et (3) présentation générale.

Dans la première catégorie, celles des statistiques, l'opinion des lecteurs est partagée. La moitié d'entre eux se disent d'avis que le Bulletin renferme beaucoup trop de statistiques. L'autre moitié veut plus de données statistiques, surtout des données permettant de faire des comparaisons avec les années précédentes et des profils statistiques de divers secteurs de l'industrie et des grandes villes. Ce dernier groupe préconise également la publication des noms des débiteurs et d'une nouvelle catégorie de statistiques sur les mises sous séquestre.

En ce qui concerne les articles de fond et la jurisprudence, les lecteurs apprécieraient particulièrement si des numéros du Bulletin étaient consacrés à des thèmes précis.

Ils trouveraient également intéressants de lire des articles traitant de l'insolvabilité à l'étranger. Enfin, quelques lecteurs voudraient que des résumés de jugements soient présentés dans le Bulletin.

Les observations sur la présentation générale sont fort variées. Certains lecteurs suggèrent d'adopter une pagination continue pour tous les numéros publiés au cours d'une même année et de les regrouper dans des cahiers à anneaux pour en faciliter la consultation. D'autres aimeraient que soit publié un index annuel des numéros du Bulletin. Plusieurs nous ont encouragé à intégrer une "boîte à suggestions" au Bulletin, qui serait une source permanent de rétroaction.

- 90% are generally satisfied with the format of the Bulletin; 53% consider it to be acceptable; and 37% think it enhances the readability of the text.

Readers responded enthusiastically to the idea of introducing a series of new articles in the Bulletin.

Of the seven proposed article types, 61% of readers would like to see articles written under the general category of "special or unusual file." Thereafter, 36% chose "Bankruptcy Branch news," 35% chose "news from Consumer and Corporate Affairs Canada" and 32% chose "Superintendent's chronicle" and "humour and insolvency."

Readers' comments for improving the Bulletin were grouped into three categories: (1) statistics, (2) in-depth articles and jurisprudence, and (3) general format.

In the first category, statistics, readers were divided. Half of the group felt the Bulletin was over-burdened with statistics. The other half wanted to see more, especially comparison with preceding years and statistical profiles based on industry and major city. This latter group was also inclined to favour publishing the names of debtors and including a new category of statistics on receiverships.

With respect to in-depth articles and jurisprudence, readers expressed an interest first of all in treating specific themes in a single issue of the Bulletin.

There was also interest shown in materials exploring insolvency in other countries. Lastly, a few readers wanted to see judgments summarized.

Comments under general format were quite varied. Some readers suggested that we continually number the pages of all issues in a single year and devise binders for quick and easy reference. Others would like to see published an annual index of Bulletin contents. And several encouraged us to institute a "suggestion box" in the Bulletin as a perpetual source of reader feedback.

En terminant, l'équipe du Bulletin aimerait profiter de l'occasion pour remercier tous ceux et celles qui ont participé au sondage. Vous nous avez donné une bonne idée de ce que vous aimeriez lire dans le Bulletin et de ce qui vous semble susceptible d'amélioration.

Vos commentaires nous tiennent à coeur. Dans les numéros à venir, nous tenterons d'apporter une réponse, lorsque la chose sera possible, à vos préoccupations particulières. Nous signalerons également les changements que nous effectuerons suivant vos suggestions.

In conclusion, we at the Bulletin would like to take this opportunity to thank each of the participants in this survey. You've given us a clear idea of what you like in the Bulletin and what you think can be improved.

We take your comments seriously. In future issues, where appropriate, we'll try to address some of your more specific concerns. We'll also point out where we've made changes based on your suggestions.

JUGEMENT*

JUDGMENT*

In re Nuraney Holdings Ltd., A & Z Rental Center Ltd.; Henfrey Samson Bélair Ltd. c. Le Procureur Général du Canada**

Nuraney Holdings Ltd. et A & Z Rental Center Ltd., faisant affaires en tant que société de corporation sous la raison sociale de A & Z Rental Center, ont présenté une proposition conjointe en vertu de la Partie III de la Loi sur la faillite.

Deux créanciers privilégiés se sont présentés à l'assemblée des créanciers pour examiner la proposition. Par créanciers privilégiés, j'entends, bien entendu, des créanciers visés à l'article 107 de la Loi sur la faillite. L'un d'eux était Revenu Canada, avec une créance d'environ 25 000 \$ et l'autre, McFarlane Investments Ltd., avec une créance d'environ 60 000 \$. Évidemment, ces deux créanciers privilégiés tombaient sous le coup de différents alinéas de l'article 107(1) de la Loi sur la faillite.

Un certain nombre d'autres créanciers non garantis se sont présentés à l'assemblée des créanciers pour examiner la proposition.

En ce qui concerne les propositions concordataires, plusieurs articles de la Loi sur la faillite sont pertinents dans cette affaire; ils se lisent comme suit :

* Cette cause concerne les conséquences juridiques du vote par catégorie dans une proposition. La Cour d'appel de Colombie-Britannique a décidé d'approuver la proposition en statuant qu'il n'était pas nécessaire de considérer chaque catégorie de créanciers individuellement pour décider si la résolution spéciale a été adoptée. Le Bulletin sur l'insolvabilité du mois de juin 1982, vol. 2, No. 6, a déjà publié un cas semblable: Lucien Bélanger Ltée: Perras, Fafard, Gagnon Inc. c. Le Procureur Général du Canada (Cour Supérieure du Québec, Montréal, no. 500-11-001138-813, 8 juin 1981, juge Malouf). Le tribunal avait alors décidé de ratifier la proposition de la débitrice à l'égard des créanciers ordinaires et avait déclaré que cette approbation ne pouvait lier les créanciers privilégiés.

** Cour d'appel de la Colombie-Britannique, Vancouver, no. CA007738, 28 octobre 1987 (Juges Lambert, Anderson et Wallace)

In re Nuraney Holdings Ltd., A & Z Rental Center Ltd.; Henfrey Samson Bélair Ltd. vs. The Attorney General of Canada**

Nuraney Holdings Ltd. and A & Z Rental Center Ltd., carrying on business in the form of a corporate partnership under the name of A & Z Rental Center, made a joint proposal under Part 3 of the Bankruptcy Act.

There were two preferred creditors who turned up at the meeting of creditors to consider the proposal. By preferred creditors, of course, I mean creditors under s. 107 of the Bankruptcy Act. One was Revenue Canada with a claim of \$25,000.00 approximately, and the other was McFarlane Investments Ltd. with a claim of \$60,000.00 approximately. Of course, those two preferred creditors came within different paragraphs of s. 107(1) of the Bankruptcy Act.

There were a number of other general unsecured creditors who turned up at the meeting of creditors to consider the proposal.

With respect to proposals there are several sections of the Bankruptcy Act that are relevant in this case and I will set them out:

* This case deals with the judicial impacts of class voting in a proposal. The Court of Appeal of British Columbia decided to approve the proposal and ruled that it was not necessary to consider each class of creditors separately in determining whether a special resolution had been carried. As early as in the June 1982 issue, Vol. 2, No. 6, the Insolvency Bulletin published a similar case: Lucien Bélanger Ltée: Perras, Fafard, Gagnon Inc. vs. The Attorney General of Canada (Superior Court of Quebec, Montreal, No. 500-11-001138-813, June 8, 1981, Judge Malouf). The Court had then decided to ratify the debtor's proposal with respect to unsecured creditors and had declared that this approval could not be binding on the preferred creditors.

** Court of Appeal of British Columbia, Vancouver, No. CA007738, October 28, 1987 (Judges Lambert, Anderson and Wallace)

"résolution spéciale" - signifie une résolution décidée par une majorité en nombre et une majorité des trois quarts en valeur des créanciers titulaires de réclamations prouvées, présents personnellement ou représentés par fondés de pouvoir à une assemblée des créanciers et votant sur la résolution;

* * *

"Art. 36 (1) Sous réserve des droits des créanciers garantis, les créanciers peuvent, par résolution spéciale, décider d'accepter la proposition ainsi qu'elle a été faite ou changée ou modifiée à l'assemblée ou à un ajournement de celle-ci.

(2) Chaque catégorie de créanciers peut, sans y être tenue, voter séparément des autres et le vote d'une catégorie ne lie pas les autres.

(3) Un créancier qui est lié au débiteur peut voter contre l'acceptation de la proposition, mais non pour son acceptation.

(4) Le syndic, en tant que créancier, ne peut pas voter sur la proposition."

* * *

"Art. 41 (2) Si le tribunal est d'avis que les conditions de la proposition ne sont pas raisonnables ou qu'elles ne sont pas destinées à avantager l'ensemble des créanciers, le tribunal doit refuser d'approuver la proposition; et il peut refuser d'approuver la proposition lorsqu'il est établi que le débiteur a commis une des infractions mentionnées aux articles 169 à 171."

* * *

"Art. 41 (4) Le tribunal ne doit approuver aucune proposition qui ne prescrive pas le paiement, en priorité sur les autres réclamations, de toutes les réclamations dont le paiement est ainsi ordonné dans la distribution des biens d'un débiteur, et le paiement de tous les honoraires et dépenses convenables du syndic relatifs et connexes aux procédures découlant de la proposition ou survenant dans la faillite."

"special resolution" - means a resolution decided by a majority in number and three-fourths in value of the creditors with proven claims present, personally or by proxy, at a meeting of creditors and voting on the resolution;

* * *

"Sec. 36(1) Subject to the rights of secured creditors, the creditors may by special resolution resolve to accept the proposal as made or as altered or modified at the meeting or any adjournment thereof.

(2) Each class of creditors may but need not vote independently of the others and the vote of one class is not binding upon the others.

(3) A creditor who is related to the debtor may vote against but not for the acceptance of the proposal.

(4) The trustee, as a creditor, may not vote on the proposal."

* * *

"Sec. 41(2) Where the court is of the opinion that the terms of the proposal are not reasonable or are not calculated to benefit the general body of creditors, the court shall refuse to approve the proposal, and the court may refuse to approve the proposal whenever it is established that the debtor has committed any one of the offences mentioned in sections 169 to 171."

* * *

"Sec. 41(4) No proposal shall be approved by the court that does not provide for the payment in priority to other claims of all claims directed to be so paid in the distribution of the property of a debtor, and for the payment of all proper fees and expenses of the trustee on and incidental to the proceedings arising out of the proposal or in the bankruptcy."

L'article 107 de la Loi sur la faillite est un autre article qui permet de déterminer la question en cause dans le présent appel; il expose le plan de répartition prévu par la Loi suivant une série d'alinéas établissant l'ordre de collocation des créanciers privilégiés.

Le vote a eu lieu au cours de l'assemblée, et tous les créanciers ordinaires, tant privilégiés que non garantis, ont voté ensemble. Le résultat du vote a été le suivant : 84,1 % des créanciers en nombre et 78,1 % des créanciers en valeur se sont prononcés en faveur de la proposition.

Le représentant de Revenu Canada a demandé que ce ministère soit considéré comme une catégorie distincte afin de pouvoir voter séparément en tant que catégorie de créanciers privilégiés, ou sinon, a demandé que les créanciers privilégiés qui étaient présents soient considérés comme une catégorie distincte et soient autorisés à voter en tant que catégorie générale de créanciers privilégiés.

D'une façon ou d'une autre, il n'y aurait pas eu 75 % en valeur des créanciers privilégiés qui auraient voté en faveur de la proposition, parce que Revenu Canada a voté contre la proposition; et, même si McFarlane Investments Ltd. a voté en faveur de la proposition, ce vote - regroupé avec celui de Revenu Canada contre la proposition - n'aurait pas été suffisant pour constituer 75 % en valeur des créanciers privilégiés.

A l'assemblée, le syndic a décidé de traiter tous les créanciers ordinaires, tant privilégiés que non garantis, comme un seul et même groupe afin de déterminer si la résolution spéciale avait été adoptée. Il a déclaré que toute objection pourrait être soumise au président du tribunal lorsque la proposition serait présentée à l'approbation du tribunal conformément à l'article 40 de la Loi sur la faillite.

La demande d'approbation a été soumise au tribunal de la faillite comme il se doit, et ce dernier a approuvé la proposition sans donner de motifs ni écrits ni oraux. Le présent appel est interjeté à l'égard de cette décision qui approuve la proposition.

J'estime que l'appel doit être rejeté. La définition de "résolution spéciale" n'indique en aucune façon qu'une telle forme de résolution devrait s'appliquer différemment à des catégories distinctes de créanciers.

The other section of the Bankruptcy Act that is relevant to the determination of the question in issue on this appeal is s. 107 which sets out the scheme of distribution under the act in a series of lettered paragraphs establishing the consecutive priorities of the preferred creditors.

The voting took place at the meeting and all of the unsecured creditors, both the preferred and general unsecured creditors, voted together. On that vote 84.1% in number and 78.1% in value voted in favour of the proposal.

The representative of Revenue Canada asked that Revenue Canada be treated as a separate class to vote separately as one class of preferred creditors, or alternatively, asked that the preferred creditors who were present be treated as a separate class and be permitted to vote as a class of preferred creditors generally.

In either case there would not have been 75% in value of the preferred creditors voting in favour of the proposal because Revenue Canada voted against the proposal and, even though McFarlane Investments Ltd. voted in favour of the proposal, that vote would not have been sufficient, when grouped with the Revenue Canada vote against the proposal, to constitute 75% in value of the preferred creditors.

The decision of the trustee at the meeting was to treat all of the unsecured creditors, both preferred and general, as a single group for the purposes of determining whether the special resolution was passed. He said that any objection could be made to the presiding judge when the proposal was taken to court for approval under s. 40 of the Bankruptcy Act.

The application for approval was duly brought before the Bankruptcy Court and the proposal was approved by the court without written or oral reasons. This appeal is brought from that decision approving the proposal.

In my opinion the appeal should be dismissed. The definition of "special resolution" does not indicate that it should be applied separately to separate classes of creditors.

Cela ne signifie pas qu'une telle application est impossible, mais rien, dans la définition elle-même, ne laisse sous-entendre une telle application. La définition vise l'ensemble des créanciers.

Les plaidoyers soumis par l'avocat représentant Revenu Canada reposent sur le concept suivant lequel chaque alinéa de l'article 107(1) doit représenter une catégorie distincte de créanciers ou bien sur l'argument suivant lequel tous les créanciers qui tombent sous le coup de l'article 107(1) doivent être regroupés en une catégorie unique, c'est-à-dire celle des créanciers privilégiés.

Il n'est pas nécessaire, en l'espèce, de décider si les créanciers privilégiés doivent être considérés comme une seule et même catégorie ou s'ils doivent être répartis en plusieurs catégories. La réponse est peut-être que, dans certains cas, ils constitueraient une seule et même classe aux fins de la Loi sur la faillite et dans d'autres, des classes distinctes. Comme je l'ai indiqué, il n'est pas nécessaire de répondre à cette question.

La question véritable qui se pose est la suivante: Est-ce que la proposition peut être considérée comme ayant été adoptée au moyen d'une résolution spéciale des créanciers lorsqu'elle a été adoptée au moyen d'une résolution spéciale de l'ensemble des créanciers ordinaires, tant privilégiés que non garantis, ou est-ce que la proposition peut être considérée comme ayant été adoptée par résolution spéciale seulement lorsqu'une telle résolution a été adoptée par chaque catégorie, dont un membre a demandé que sa catégorie soit autorisée à voter séparément des autres catégories de créanciers à l'assemblée?

Il est évident que l'article 36(2) laisse entrevoir la possibilité d'un vote par catégories lorsqu'une demande appropriée est formulée à cet effet. Mais cela ne signifie pas que, pour déterminer si une résolution spéciale a été adoptée, chaque catégorie doit être prise séparément. S'il en était ainsi, cela équivaldrait à donner un droit de veto aux créanciers privilégiés. Dans un tel cas, par exemple, Revenu Canada pourrait opposer son veto à la proposition. Dans d'autres cas, ce pourraient être des travailleurs ou un locateur qui auraient un droit veto.

L'article 41(4) de la Loi sur la faillite protège les créanciers privilégiés en interdisant au tribunal d'approuver une proposition si celle-ci ne prescrit pas le paiement aux créanciers de façon

That does not mean that such an application is impossible, but there is nothing in the definition itself to suggest such an application. The definition contemplates creditors generally.

The submissions of counsel on behalf of Revenue Canada encompass both the concept that each paragraph of s. 107(1) should represent a separate class of creditors, and alternatively, the submission that all creditors within s. 107(1) should together be classified as one single class, namely, preferred creditors.

It is not necessary in this case to decide whether preferred creditors should be regarded as together constituting a single class or as constituting several classes. Perhaps the answer is that in some cases they would be counted as a single class and in others as separate classes. Perhaps the answer is that for some purposes under the Bankruptcy Act they would be classed together and for other purposes separately classed. As I say, it is not necessary to answer that question.

The real question is whether the proposal can be regarded as having been adopted by a special resolution of the creditors if it has been adopted as a special resolution by all of the unsecured creditors, both preferred and general, or whether it can only be regarded as having been approved by special resolution if the special resolution would have been passed by each class, a member of which asked that his class be allowed to vote independently of the other classes at the meeting.

Certainly s. 36(2) contemplates that there will be voting by classes where an appropriate request is made for such voting. But that does not mean that, in determining whether a special resolution has been carried, each class must be considered separately. If each class were to be considered separately then the effect would be tantamount to giving a veto to preferred creditors. In this case, for example, the effect would be to give Revenue Canada a veto over the proposal. In other cases it might be workers who had a veto, or a landlord who had a veto.

S. 41(4) of the Bankruptcy Act gives protection to the preferred creditors because it prevents a proposal from being approved by the court if the proposal does not provide for payments to

conforme à l'ordre de collocation prévu par la Loi sur la faillite. Les créanciers privilégiés bénéficient donc de toute la protection voulue, en premier lieu, en raison de cette disposition et, en deuxième lieu, en raison de la latitude qui est habituellement laissée au tribunal d'approuver une proposition en vertu des autres paragraphes de l'article 41.

Ainsi, il ne faut en aucune façon conclure que la Loi confère un droit de veto à un créancier privilégié tel que Revenu Canada, car un tel droit viendrait enlever toute valeur aux dispositions sur les propositions concordataires; en effet, les créanciers privilégiés, en raison de leurs intérêts, opteraient dans bien des cas pour la faillite, c'est-à-dire pour un paiement immédiat, sans prendre en considération les intérêts des créanciers non garantis.

En conséquence, je juge inexacts et non conformes à l'esprit général de la Loi sur la faillite les arguments selon lesquels la résolution spéciale doit être adoptée séparément par chaque catégorie de créanciers. La formulation des articles ne commande pas une telle interprétation.

Pour parvenir à cette conclusion, j'estime qu'il n'est pas nécessaire d'analyser le sens exact des derniers mots de l'article 36(2), quoique, à mon avis, ceux-ci aillent dans le sens de mon interprétation.

Pour ces motifs, je rejeterais l'appel.

creditors to be made in accordance with the scheme of priorities set out in the Bankruptcy Act. So, there is ample protection for preferred creditors, first, in that provision and, secondly, in the discretion that is given generally to the court in approving a proposal under the other subsections of s. 41.

Not only is it not necessary to regard the Act as conferring veto power on a preferred creditor like Revenue Canada, the effect of such a veto power would, in many cases, stultify the proposal provisions because the interests of preferred creditors, in many cases, would be to cause the bankruptcy and, thus, immediate payment, without any regard to the interests of the general unsecured creditors.

Consequently, I consider the submissions that the special resolution must be independently passed by each class of creditors to be incorrect and not in accordance with the overall scheme of the bankruptcy legislation. It is not an interpretation required by the wording of the sections.

In reaching this conclusion I do not find it necessary to discuss the precise meaning that should be given to the concluding words of s. 36(2) though, in my opinion, they are not inconsistent with the interpretation which I have set out.

For these reasons I would dismiss the appeal.

BUREAUX D'EXAMEN DE L'ENDETTEMENT AGRICOLE

FARM DEBT REVIEW BOARDS

Rapport Annuel 1987*

Deuxième rapport annuel sur la période du 1er janvier 1987 au 31 décembre 1987.

1. Historique

Lors de la présentation du budget fédéral du 26 février 1986, on a annoncé qu'un projet de loi établissant un réseau de bureaux d'examen de l'endettement agricole serait déposé. Et, la Loi sur l'examen de l'endettement agricole est entrée en vigueur le 5 août 1986.

Ce 5 août, dans chacune des provinces du Canada, un bureau d'examen de l'endettement agricole a ouvert ses portes et des présidents et des membres ont été nommés par décrets. Depuis lors, des comités supplémentaires ainsi que de nouveaux membres, ont été créés en Alberta, en Saskatchewan et en Ontario. Chacun des comités peut comporter jusqu'à onze membres; et, en fait, la majorité de ceux-ci sont agriculteurs en activité ou à la retraite.

Le but de cette Loi est d'assurer que les exploitants agricoles en difficulté financière ou aux prises avec une procédure de saisie de leur exploitation agricole ont accès à l'examen impartial, par une tierce partie, des circonstances particulières à leur exploitation agricole et de leurs possibilités de financement ou de restructuration de leurs dettes. On tente d'en arriver à une entente volontaire satisfaisant à la fois l'exploitant agricole et ses créanciers.

2. Structure de la gestion et lignes directrices

Le sous-ministre adjoint de la Direction générale du développement agricole (Agriculture Canada) est entièrement responsable de tous les bureaux d'examen de l'endettement agricole du Canada. Le développement opérationnel et la gestion permanente (planification, contrôle, coordination et évaluation) du

* Seuls des extraits du rapport annuel 1987 sont ici reproduits.

Annual Report 1987*

Second Annual Report, for the Period January 1, 1987, to December 31, 1987.

1. Background

The Federal Budget of February 26, 1986, announced that legislation would be introduced to establish a farm debt review board system. The Farm Debt Review Act was proclaimed law on August 5, 1986.

A Farm Debt Review Board was established for each province of Canada, and Chairpersons and members were appointed. Since then second Boards have been established in Alberta, Saskatchewan and Ontario, and additional Board members have been appointed. Each Board may include up to eleven members; the majority of current members are active or retired farmers.

The legislation ensures that farm operations in financial difficulty, or actually facing a farm foreclosure situation, have access to an impartial third-party review of individual farm circumstances and possible financing/re-financing options. A voluntary agreement between a farmer and his creditor(s) for a mutually satisfactory arrangement is sought.

2. Structure and Guidelines

Overall responsibility for the operation of the Farm Debt Review Boards across Canada rests with the Assistant Deputy Minister, Agriculture Development Branch, Agriculture Canada. Operational development and on-going management (planning, control, coordination and evaluation) of the farm debt

* Excerpts only of the 1987 Annual Report are being reproduced.

processus d'examen de l'endettement agricole relèvent du coordinateur ministériel (Élaboration et coordination des programmes spéciaux).

En outre, les bureaux régionaux du Ministère offrent des services de consultation aux bureaux d'examen (communication, finances, personnel et administration).

A l'intérieur de leur juridiction, les présidents des bureaux assument l'entière responsabilité des questions ayant trait à l'endettement agricole, en vertu de la Loi. De plus, ils supervisent et dirigent le travail et le personnel des bureaux. Les présidents relèvent de la Direction générale du développement agricole au niveau opérationnel et ils doivent rendre compte de leurs activités au ministre de l'Agriculture.

Tous les membres d'un bureau d'examen prêtent leur assistance au président dans l'ensemble du processus d'examen de l'endettement agricole. Même si les domaines d'activité peuvent varier, tous les membres doivent présider aux comités d'examen servant à la médiation.

Les comités d'examen sont composés de deux autres membres affectés par le bureau. Ces derniers sont des agriculteurs en activité ou à la retraite, ou des experts en gestion agricole. Pour chacun des cas, le bureau désigne en outre des experts en travail sur le terrain qui assistent le Comité d'examen. Ceux-ci préparent une évaluation financière du demandeur et un rapport détaillé sur ses installations.

Les tâches des employés du bureau d'examen de l'endettement agricole sont assignées par le bureau. En général, ces fonctions ont trait au soutien opérationnel et administratif nécessaire au travail du bureau ainsi qu'au service de consultation offert aux demandeurs éventuels et à d'autres partis concernés. Le personnel des bureaux est composé d'un à six personnes, et géré par un directeur-général. Les contrats et les descriptions de fonctions sont rédigés, respectivement, d'après les lignes directrices du Conseil du Trésor et la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique.

Outre la Loi sur l'examen de l'endettement agricole, des lignes directrices détaillées concernant son application ont été établies pour tous les bureaux. Celles-ci contribuent à la bonne coordination des activités des bureaux et à l'uniformité de ces dernières dans toutes les provinces.

review process has been assigned to the Departmental Coordinator (Special Program Development and Coordination Unit).

In addition, various advisory services are available to Boards from departmental Regional Offices (i.e. communications, financial, personnel and administration).

Each Board Chairperson is designated as the chief executive officer within his area of jurisdiction for all matters relating to farm debt review under the Act. Each Chairperson has supervision and direction over the work and staff of the Board. While operationally responsible to the Agriculture Development Branch, each Chairperson reports to the Minister of Agriculture.

Each Board member assists the Chairperson in the overall operation of the farm debt review process. While activities will vary, each Board member is required to act as the Chairperson of review panels that are established to mediate each case.

Each review panel includes two other members assigned by the Board, and these members are active or retired farmers or farm management experts. The work of each review panel is supported by field staff/experts, who are also assigned to each case by the Board. Their role is to complete detailed field reports and a financial assessment on each applicant.

Farm Debt Review Board office staff duties are assigned by the Board, but generally relate to providing necessary operational and administrative support to the work of the Board and to counselling potential applicants and other affected parties. Board offices range in size from one to six persons, headed by a General Manager. All contracts and position descriptions are established pursuant to Treasury Board Guidelines and the Public Service Employment Act, respectively.

In addition to the Farm Debt Review Act itself, detailed implementation guidelines are established for all Boards. These guidelines help ensure that the activities of the Boards are well coordinated and are consistent across all provinces.

Des politiques financières ont été établies conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor. Les budgets révisés pour l'année financière 1987-1988 sont présentés en annexe "A". Les dépenses réelles se situent à 4,1 millions de dollars pour l'année financière 1986-1987 et 6,7 millions de dollars pour la période allant du 1er avril 1987 au 31 décembre 1987.

3. Examen des activités

Période se terminant le 31 décembre 1987

Les bureaux ont reçu 3 843 demandes en 1987, ce qui porte à 4 978 le nombre total de demandes soumises depuis le lancement du programme (voir l'annexe 1).

De ce chiffre, 2 835 dossiers ont été menés à terme, et 974 arrangements ont été signés. Ces chiffres représentent respectivement 57 et 20 % des demandes totales reçues.

Parmi les dossiers menés à terme, des arrangements ont été proposés dans 55 % des cas, on a dû y renoncer dans 31 % des autres; 14 % des demandes ont été retirées ou rejetées. Sur les quelque 1 500 arrangements proposés, environ 20 % comprenaient un programme satisfaisant de liquidation de l'entreprise, et les autres prévoyaient diverses mesures d'ajustement, telles que le refinancement ou le rééchelonnement de la dette, l'aliénation de certains éléments d'actifs, la renonciation aux droits et la cession-bail, ou l'obtention d'un emploi à l'extérieur de la ferme.

Les arrangements signés ont représenté respectivement 34 et 62 % des dossiers menés à terme et des arrangements proposés. Il est important de souligner qu'il faut souvent un 'suivi' considérable après un examen par un bureau, ainsi qu'avant et après la formulation d'un projet d'arrangement, pour en arriver à la signature de ce dernier.

Les faits suivants méritent également d'être signalés:

- i) Au cours de 1987, 9 520 préavis de réalisation de sûreté ont été reçus, portant ce nombre à 11 740 depuis le début du programme.

Financial policies are established in accordance with Treasury Board Guidelines. Revised budgets for fiscal year 1987-1988 are outlined in Appendix A. Actual expenditures totalled \$4.1 million for fiscal year 1986-1987 and \$6.7 million for the period of April 1, 1987, to December 31, 1987.

3. Review of Operations

Period to December 31, 1987

There were 3,843 applications received during 1987, bringing the total received from the start of the program to 4,978 (refer to Schedule 1).

Of this total 2,835 applications have been completed and 974 arrangements have been signed. These figures represent 57% and 20% of total applications received, respectively.

Of the applications completed, arrangements have been identified in 55% of the cases, no arrangement has been possible in 31% of the cases and 14% of the case have been withdrawn or rejected. Of the over 1,500 identified arrangements, approximately 20% involve satisfactory exist packages; the remainder involve adjustment such as rescheduling of debt, disposal of some assets, quit claim and lease backs, or obtaining off-farm employment.

Signed arrangements as a percentage of completed cases and as a percentage of identified arrangements represent 34% and 62%, respectively. It is important to realize that there is often considerable "follow-up" work that must take place following a panel review, and both prior and subsequent to an arrangement being identified, in advance of achieving a signed arrangement.

The following facts are of note:

- i) During 1987, 9,520 Notices of Intent to Realize on Security were received, bringing the total Notices received since the start of the program to 11,740;

- ii) Ces préavis proviennent en proportions à peu près égales des 'grands' prêteurs (banques, coopératives de crédit), et d'autres prêteurs (vendeurs de machines agricoles, etc.). Quelque 1 776 préavis ont été reçus jusqu'ici de la Société du crédit agricole.
- iii) En 1987, une moyenne de 320 demandes ont été reçues par mois; au cours des 5 derniers mois de 1986-1987, suivant la Proclamation de la Loi une moyenne de 252 demandes étaient reçues mensuellement.
- iv) La majorité des demandes reçues à l'heure actuelle invoquent l'article 16 de la Loi (agriculteurs en difficulté financière) plutôt que l'article 20 (agriculteurs insolubles).
- v) Les céréaliculteurs des Prairies et de l'Ontario constituent la principale catégorie de demandeurs. On reçoit en outre un nombre important de demandes de la part des producteurs de cultures spéciales (tabac) de l'Ontario, des producteurs de pommes de terre et des producteurs laitiers des provinces de l'Atlantique, des éleveurs de bovins de boucherie de l'ouest du Canada et des éleveurs de porcs du centre du pays.
- vi) environ 18 % des demandeurs ont une valeur nette négative supérieure à 100 000 dollars, et une tranche de 27 % ont une valeur nette négative comprise entre 0 et 100 000 dollars. D'autre part, quelque 30 % des demandeurs déclarent un avoir propre variant de 0 à 100 000 dollars.
- ii) These notices originate in roughly equal proportions from "major lenders" (banks, credit unions, etc.) and from "other lenders" (machinery dealers, etc.). Approximately 1,767 Notices have been received from the Farm Credit Corporation;
- iii) During 1987, applications were received at an average monthly rate of 320; in the last five months of 1986-87, following proclamation of the Act, applications were received at an average rate of 252 monthly;
- iv) The majority of applications now being received are under Section 16 of the Act (farmers in financial difficulty) rather than under Section 20 of the Act ("insolvent" farmers);
- v) Grain farmers in the Prairies and Ontario are the major farm type applying; significant numbers of applications are also being received from special crop (tobacco) farmers in Ontario, potato and dairy farmers in the Atlantic Provinces, beef farmers in Western Canada and swine farmers in Central Canada.
- vi) Approximately 18% of applicants have negative net worth of greater than \$100,000, and a further 27% of applicants have a negative net worth between zero and \$100,000. Approximately 33% of applicants have from zero to \$100,000 equity, and 22% have equity in excess of \$100,000.

4. CONCLUSION

Les cas soumis aux bureaux sont résolus essentiellement de deux façons, bien que chacune comporte une foule de variantes. Ou bien la famille agricole conserve son exploitation grâce à certaines concessions de toutes les parties en cause pour restructurer cette dernière et la rendre rentable, ou bien elle quitte l'agriculture, ce qui suppose certaines concessions également de la part de toutes les parties afin de mettre sur pied un programme de liquidation qui permettra à la famille de se retirer de façon honorable et de commencer une nouvelle vie dans un autre secteur d'activité. La première solution assure la survie des communautés rurales environnantes en permettant la continuation de l'exploitation agricole.

4. CONCLUSION

Cases before the Boards become resolved basically in one of two ways, although there are a myriad of variations within each. Either the farm family remains on the farm through some concessions on the part of all parties concerned to restructure the operation into a viable production unit, or the farm family leaves the farm with some concessions on the part of all parties to provide an exit package which allows the farm family to depart with integrity, respect and the chance of a new beginning outside of agriculture. The former continues a valuable pool of agricultural experience that benefits the rural communities which depend upon the farmer for their survival. The latter releases the farm family from the insurmountable burden of

La dernière solution décharge la famille agricole ne pouvant plus gérer ses dettes et lui donne la chance de s'adapter à un nouveau mode de vie productrice.

Il existe, bien sûr, des cas où aucun arrangement n'est possible. Toutefois, même dans ces situations, les négociations se poursuivent à la suite de l'arrêt des médiations, et elles peuvent parfois déboucher sur d'autres solutions intéressantes.

L'agriculteur et, souvent, le créancier en arrivent à une meilleure compréhension des perspectives financières de l'exploitation agricole et des solutions de rechange possibles.

unmanageable debt and gives them an opportunity to set new directions for their lives.

There are cases, of course, where arrangements are not possible. However, even in some of these situations, negotiations continue after the mediation role of the panel has ceased, and these cases may come to a satisfactory conclusion.

In all cases, the farmer, and often the creditor, are provided a better understanding of farm financial prospects and possible alternatives.

Définition de la colonne

1. Un créancier garanti désireux de réaliser la sûreté doit remplir un Préavis de réalisation de sûreté et en remettre l'original à l'agriculteur et une copie au bureau d'examen au moins 15 jours ouvrables avant de prendre cette mesure. Cet avis informe en outre l'agriculteur de ses droits en vertu de la Loi sur l'examen de l'endettement agricole.
2. Il existe deux types de demandes: celles provenant d'agriculteurs insolubles (article 20 de la Loi sur l'examen de l'endettement agricole) et celles des agriculteurs ayant des difficultés financières (article 16 de la Loi précitée).
3. Il y a quatre catégories de demandes remplies:
 - i) les demandes retirées incluent tous les cas retirés volontairement par l'applicant antérieurement à la réunion du comité (quelquefois parce qu'une entente a déjà été établie par les partis concernés, ou pour d'autres raisons);
 - ii) les demandes incluent les cas où la demande fût rejetée par le bureau (quelquefois parce que l'applicant n'était pas agriculteur ou pour d'autres raisons);
 - iii) aucun arrangement possible inclut les cas pour lesquels une réunion d'évaluation de champ et de révision eût lieu, mais pour lesquels un arrangement entre l'agriculteur et le(s) créancier(s) ne fût pas établi;
 - iv) arrangement identifié/signé, inclut les cas pour lesquels une réunion d'évaluation de champ et de révision eût lieu et pour lesquels un arrangement entre l'agriculteur et le(s) créancier(s) fût établi. Cet arrangement n'est pas toujours signé à la fin de la réunion.
4. On doit rédiger un document légal à partir de l'entente établie durant l'audience d'un comité d'examen. Cette très longue étape est nécessaire pour que toutes les parties puissent signer un accord.

Definition of Column Headings

1. A Notice of Intent to Realize on Security must be completed by any secured creditor intending to take action to realize on security, and provided to the farmer (copied to the Board) at least 15 business days prior to initiating such action. The Notice also advises of the farmer's rights under the Farm Debt Review Act.
2. There are two types of applications: for an insolvent farmer (under Section 20 of the Farm Debt Review Act), and for a farmer in financial difficulty (under Section 16 of the Farm Debt Review Act).
3. There are four categories of completed applications:
 - i) withdrawn applications include all cases that have been voluntarily withdrawn by the applicant prior to a panel review meeting being held (sometimes because an arrangement has already been reached by the parties involved, or for various other reasons);
 - ii) rejected applications include those cases where the application was rejected by the Board (sometimes because the applicant was not a farmer, or for various other reasons);
 - iii) no arrangement possible includes those cases for which a field assessment and panel review meeting were completed but for which a satisfactory arrangement between the farmer and creditor(s) was not identified;
 - iv) arrangement identified/signed includes those cases for which a field assessment and panel review meeting were held and for which a satisfactory arrangement between the farmer and creditor(s) was identified. The arrangement is not always signed at the conclusion of the panel review meeting.
4. Arrangements identified at panel review hearing must be transferred into an acceptable legal agreement form; considerable post-panel follow-up, particularly in terms of time, is often required to enable such arrangements to be signed by all parties.

5. Le grand nombre de préavis provenant d'"autres" sources résulte principalement du fait que certaines municipalités ont choisi de distribuer des préavis à tous les contribuables n'ayant pas payé leurs impôts; très peu de ces préavis aboutissent à des demandes.

5. The large number of Notices originating from 'other' sources mainly resulted from municipalities who chose to serve the Notice on all delinquent taxpayers; few of these Notices result in applications.

LES BUREAUX D'EXAMEN DE L'ENDETTÉMENT AGRICOLE

ACTIVITÉS DU 1 JANVIER 1987 AU 31 DÉCEMBRE 1987

Province	Avis d'Intention 1	Demandes reçues 2		Total	Demandes Étudiées 3	Ententes Signifiées 4
		Difficulté financière	Insolvable			
T.-N.	7	4	5	9	5	4
L'Î.-P.-É.	45	25	5	30	15	2
N.-E.	22	3	13	16	13	5
N.-B.	653	37	21	58	52	49
Qué.	272	124	84	208	221	66
Ont.	1238	395	459	854	651	187
Man.	502	322	338	660	403	188
Sask.	4230	252	1069	1321	504	196
Alta.	1511	350	241	591	607	198
C.-B.	1040	70	26	96	123	76
TOTAL	9520	1582	2261	3843	2594	971

ACTIVITÉS DU 5 AOÛT 1986 AU 31 DÉCEMBRE 1987

Province	Avis d'Intention	Demandes reçues		Total	Demandes Étudiées	Ententes Signifiées
		Difficulté financière	Insolvable			
T.-N.	7	4	5	9	5	4
L'Î.-P.-É.	66	33	5	38	19	2
N.-E.	31	4	18	22	17	8
N.-B.	684	43	39	82	59	49
Qué.	370	177	160	337	228	66
Ont.	1592	581	529	1110	691	187
Man.	682	378	371	749	421	188
Sask.	5316	412	1247	1659	557	196
Alta.	1932	496	315	811	701	198
C.-B.	1060	113	48	161	137	76
TOTAL	11740	2241	2737	4978	2835	974

FARM DEBT REVIEW BOARDS

ACTIVITY JANUARY 1, 1987, TO DECEMBER 31, 1987

Province	Notices of Intent Received ¹	Applications Received ²		Applications Completed ³	Arrangements Signed ⁴
		Insolvent	Financial Difficulty		
Newfoundland	7	4	5	5	4
Prince Edward Island	45	25	5	15	2
Nova Scotia	22	3	13	13	5
New Brunswick	653	37	21	52	49
Québec	272	124	84	221	66
Ontario	1238	395	459	651	187
Manitoba	502	322	338	403	188
Saskatchewan	4230	252	1069	504	196
Alberta	1511	350	241	607	198
British Columbia	1040	70	26	123	76
TOTAL	9520	1582	2261	2594	971

ACTIVITY, AUGUST 5, 1986, TO DECEMBER 31, 1987

Province	Notices of Intent Received	Applications Received		Applications Completed	Arrangements Signed
		Insolvent	Financial Difficulty		
Newfoundland	7	4	5	5	4
Prince Edward Island	66	33	5	19	2
Nova Scotia	31	4	18	17	8
New Brunswick	684	43	39	59	49
Québec	370	177	160	228	66
Ontario	1592	581	529	691	187
Manitoba	682	378	371	421	188
Saskatchewan	5316	412	1247	557	196
Alberta	1932	496	315	701	198
British Columbia	1060	113	48	137	76
TOTAL	11740	2241	2737	2835	974

LES BUREAUX D'EXAMEN DE L'ENDEMENT AGRICOLE

DISTRIBUTION DES DEMANDES REMPLIES

(DU 5 AOÛT 1986 AU 31 DÉCEMBRE 1987)

	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie- Britannique	TOTAL
	No. (%)	No. (%)	No. (%)	No. (%)	No. (%)	No. (%)	No. (%)	No. (%)
Retirés	5 (5)	4 (2)	86 (12)	46 (11)	83 (15)	80 (11)	6 (4)	310 (11)
Rejetés	4 (4)	2 (1)	7 (1)	16 (4)	40 (7)	5 (1)	2 (1)	76 (3)
Pas d'arrangement possible	15 (15)	113 (49)	342* (50)	70 (17)	174 (31)	142 (20)	28 (21)	884 (31)
Arrangement identifié/ signé	76 (76)	109 (48)	256 (37)	289 (68)	260 (47)	474 (68)	101 (74)	1,565 (55)
TOTAL DES DEMANDES REPLIES	100 (100)	228 (100)	691 (100)	421 (100)	557 (100)	701 (100)	137 (100)	2,835 (100)

* Tandis qu'aucun arrangement n'était possible pendant la période de suspension de 120 jours, approximativement 170 de ces dossiers demeurent à l'étude par suite de deuxième demandes faites par les mêmes agriculteurs.

FARM DEBT REVIEW BOARDSDISPOSITION OF APPLICATIONS COMPLETED(AUGUST 5, 1986, TO DECEMBER 31, 1987)

	Atlantic Provinces No. (%)	Quebec No. (%)	Ontario No. (%)	Manitoba No. (%)	Saskatchewan No. (%)	Alberta No. (%)	British Columbia No. (%)	TOTAL No. (%)
Withdrawn	5 (5)	4 (2)	86 (12)	46 (11)	83 (15)	80 (11)	6 (4)	310 (11)
Rejected	4 (4)	2 (1)	7 (1)	16 (4)	40 (7)	5 (1)	2 (1)	76 (3)
No Arrangement Possible	15 (15)	113 (49)	342* (50)	70 (17)	174 (31)	142 (20)	28 (21)	884 (31)
Arrangement Identified/ Signed	76 (76)	109 (48)	256 (37)	289 (68)	260 (47)	474 (68)	101 (74)	1,565 (55)
TOTAL APPLICATIONS COMPLETED	100 (100)	228 (100)	691 (100)	421 (100)	557 (100)	701 (100)	137 (100)	2,835 (100)

* While no arrangement was possible within the 120 day stay period, approximately 170 of these cases continue to be under active review as a result of second applications from the same farmer.

LES BUREAUX D'EXAMEN DE L'ENDETTÉMENT AGRICOLE

SOURCES DE PRÉAVIS DE RÉALISATION DE SÛRETÉ

(DU 5 AOÛT 1986 AU 31 DÉCEMBRE 1987)

	Provinces de l'Atlantique		Québec		Ontario		Manitoba		Saskatchewan		Alberta		Colombie- Britannique		TOTAL	
	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)
Banques	22	(3)	59	(16)	560	(36)	206	(30)	1,237	(24)	596	(31)	56	(5)	2,736	(23)
Sociétés de fiducie	2	(-)	1	(-)	6	(-)	-	(-)	21	(-)	-	(-)	2	(-)	32	(-)
Coopératives de crédit/ Caisses Populaires	-	(-)	26	(7)	4	(-)	66	(10)	363	(7)	38	(2)	3	(-)	500	(5)
Négociants de machinerie	37	(5)	42	(11)	79	(5)	301	(44)	1,290	(24)	699	(36)	84	(8)	2,532	(22)
Sociétés provinciales de crédit	51	(6)	113	(31)	1	(-)	4	(1)	180	(3)	277	(14)	-	(-)	626	(5)
Société du crédit agricole	75	(10)	120	(32)	289	(18)	72	(10)	963	(18)	229	(12)	19	(2)	1,767	(15)
Autres ⁵	601	(76)	9	(3)	653	(41)	33	(5)	1,262	(24)	93	(5)	896	(85)	3,547	(30)
TOTAL DES PRÉAVIS REÇUS	738	(100)	370	(100)	1,592	(100)	682	(100)	5,316	(100)	1,932	(100)	1,060	(100)	11,740	(100)

FARM DEBT REVIEW BOARDS

SOURCES OF NOTICE OF INTENT TO REALIZE ON SECURITY

(AUGUST 5, 1986, TO DECEMBER 31, 1987)

	Atlantic Provinces		Quebec		Ontario		Manitoba		Saskatchewan		Alberta		British Columbia		TOTAL	
	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)	No.	(%)
Banks	22	(3)	59	(16)	560	(36)	206	(30)	1,237	(24)	596	(31)	56	(5)	2,736	(23)
Trust Companies	2	(-)	1	(-)	6	(-)	-	(-)	21	(-)	-	(-)	2	(-)	32	(-)
Credit Unions/ Caisse Populaires	-	(-)	26	(7)	4	(-)	66	(10)	363	(7)	38	(2)	3	(-)	500	(5)
Machinery Dealers	37	(5)	42	(11)	79	(5)	301	(44)	1,290	(24)	699	(36)	84	(8)	2,532	(22)
Provincial Credit Corporations	51	(6)	113	(31)	1	(-)	4	(1)	180	(3)	277	(14)	-	(-)	626	(5)
Farm Credit Corporation	75	(10)	120	(32)	289	(18)	72	(10)	963	(18)	229	(12)	19	(2)	1,767	(15)
Other ⁵	601	(76)	9	(3)	653	(41)	33	(5)	1,262	(24)	93	(5)	896	(85)	3,547	(30)
TOTAL NOTICES RECEIVED	788	(100)	370	(100)	1,592	(100)	682	(100)	5,316	(100)	1,932	(100)	1,060	(100)	11,740	(100)

Statistiques

FAILLITES

avril 1988

Statistics

BANKRUPTCIES

April 1988

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	21	1	22	78	20	98
N.-É./N.S.	98	21	119	373	67	440
I.P.-É./P.E.I.	5	1	6	14	6	20
N.-B./N.B.	19	4	23	80	21	101
Québec	698	227	925	3,154	1,036	4,190
Ontario	607	123	730	2,516	579	3,095
Manitoba	85	22	107	354	92	446
Saskatchewan	64	36	100	264	170	434
Alberta	244	69	313	971	336	1,307
C.-B./B.C.	202	92	294	924	443	1,367
T.N.-O./N.W.T.	0	1	1	0	1	1
Yukon	0	2	2	2	6	8
Canada	2,043	599	2,642	8,730	2,777	11,507

PROPOSITIONS

avril 1988

PROPOSALS

April 1988

	Mois courant — Current month		Cumul pour l'année — Yearly to date	
T.-N./Nfld.	0		1	
N.-É./N.S.	2		11	
I.P.-É./P.E.I.	0		4	
N.-B./N.B.	0		10	
Québec	19		67	
Ontario	18		85	
Manitoba	2		8	
Saskatchewan	0		0	
Alberta	1		7	
C.-B./B.C.	4		21	
T.N.-O./N.W.T.	0		0	
Yukon	0		0	
Canada	46		214	

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS D'AVRIL 1988, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF APRIL 1988, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant Current month		Cumul pour l'année Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	1	26,158
Industries de la construction Construction Industries	0	0	1	49,825
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	47,248
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	129,846	10	1,050,820
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	7	1,181,116
Total	1	129,846	20	2,355,167
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries primaires Primary Industries	1	22,250	6	1,095,256
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	2	44,831	8	337,175
Industries de la construction Construction Industries	2	343,290	9	880,294
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	2	65,890	6	1,989,373
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	6	1,191,472	17	2,264,905
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	1	178,860	2	410,655
Services	7	1,086,564	19	1,898,811
Total	21	2,933,157	67	8,876,469
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	2	635,094
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	1	107,401	2	187,529
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	0	0
Services	0	0	2	124,631
Total	1	107,401	6	947,254

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries primaires Primary Industries	0	0	1	75,735
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	2	932,782
Industries de la construction Construction Industries	0	0	0	0
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	0	0	1	62,760
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	3	355,460	9	5,401,213
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	2	89,528
Services	1	48,790	6	719,793
Total	4	404,250	21	7,281,811
QUÉBEC				
Industries primaires Primary Industries	7	730,207	29	4,672,352
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	26	5,619,077	83	42,242,553
Industries de la construction Construction Industries	25	2,078,652	116	14,598,537
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	13	767,037	53	4,407,304
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	89	13,045,210	403	49,002,695
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	4	727,108	16	18,021,505
Services	63	6,697,007	336	33,177,958
Total	227	29,664,298	1,036	166,122,904
ONTARIO				
Industries primaires Primary Industries	4	619,622	24	5,157,781
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	9	4,023,953	52	19,937,066
Industries de la construction Construction Industries	30	3,293,481	118	9,423,065
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	8	456,133	35	2,559,044
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	34	6,114,367	159	21,778,797
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	3	490,041	12	2,637,313
Services	35	7,552,569	179	28,005,954
Total	123	22,550,166	579	89,499,020

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries primaires Primary Industries.....	2	574,120	11	2,062,158
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	0	0	4	283,572
Industries de la construction Construction Industries.....	3	255,041	17	1,354,695
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	4	407,091	10	991,207
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	6	375,876	19	922,942
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	0	0	2	217,571
Services.....	7	466,370	29	3,599,529
Total.....	22	2,078,498	92	9,431,674
SASKATCHEWAN				
Industries primaires Primary Industries.....	10	3,544,030	50	11,716,104
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	1	501,477	8	10,060,361
Industries de la construction Construction Industries.....	2	42,399	16	1,358,320
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	8	556,123	16	1,332,485
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	8	483,528	53	7,389,182
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	1	139,074	4	1,345,449
Services.....	6	691,447	23	3,041,981
Total.....	36	5,958,078	170	36,243,882
ALBERTA				
Industries primaires Primary Industries.....	7	2,557,729	30	7,110,698
Industries Manufacturières Manufacturing Industries.....	5	1,236,773	19	4,537,052
Industries de la construction Construction Industries.....	10	990,929	49	6,486,156
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities.....	10	505,623	45	6,513,589
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail).....	16	2,656,745	75	11,309,665
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate.....	6	3,555,294	20	13,470,618
Services.....	15	3,539,755	98	22,857,903
Total.....	69	15,042,848	336	72,285,681

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries primaires Primary Industries	13	2,355,262	43	7,322,122
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	9	3,448,797	39	17,270,693
Industries de la construction Construction Industries	17	2,437,246	75	11,185,651
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	10	699,313	40	3,294,201
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	15	1,078,383	92	18,611,571
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	9	5,493,075	25	14,699,068
Services	19	6,171,645	129	35,643,333
Total	92	21,683,721	443	108,026,639
TERRITOIRES DU NORD-OUEST & YUKON/NORTHWEST TERRITORIES & YUKON				
Industries primaires Primary Industries	0	0	0	0
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	0	0	0	0
Industries de la construction Construction Industries	2	208,640	2	208,640
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	1	48,195	3	176,484
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	0	0	0	0
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	0	0	1	66,760
Services	0	0	1	19,907
Total	3	256,835	7	471,791
CANADA				
Industries primaires Primary Industries	44	10,403,220	194	39,212,206
Industries Manufacturières Manufacturing Industries	52	14,874,908	216	95,627,412
Industries de la construction Construction Industries	91	9,649,678	403	45,545,183
Transport, communication, et autres services publics Transportation, Communication & Other Utilities	56	3,505,405	212	22,008,789
Commerce (de gros et de détail) Trade (Wholesale & Retail)	179	25,538,288	839	117,919,319
Finance, assurance et immeuble Finance, Insurance and Real Estate	24	10,583,452	84	50,958,467
Services	153	26,254,147	829	130,270,916
Total	599	100,809,098	2,777	501,542,292

*Tel que déclaré par les débiteurs

*As declared by Debtors

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	11	0	0	11	122,100	215,015
AUTRES/OTHERS	10	1	0	11	93,850	295,925
TOTAL	21	1	0	22	215,950	510,940
N.-É./N.S.						
HALIFAX	48	9	1	58	1,066,650	3,692,073
SYDNEY	4	1	0	5	29,635	112,483
SYDNEY MINES	2	0	0	2	400	51,525
AUTRES/OTHERS	44	11	1	56	650,351	1,577,783
TOTAL	98	21	2	121	1,747,036	5,433,864
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	2	0	0	2	440	37,742
AUTRES/OTHERS	3	1	0	4	21,220	130,534
TOTAL	5	1	0	6	21,660	168,276
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	1	0	0	1	2,350	9,175
MONCTON	4	0	0	4	4,150	38,560
SAINT-JOHN	2	0	0	2	600	10,025
AUTRES/OTHERS	12	4	0	16	139,070	676,892
TOTAL	19	4	0	23	146,170	734,652
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	1	0	0	1	50	27,021
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	14	5	0	19	140,709	456,877
DRUMMONDVILLE	6	4	0	10	38,450	350,646
GRANBY	6	2	0	8	111,850	353,649
HULL/GATINEAU/AYLMER	48	6	0	54	643,745	1,797,835
MONTRÉAL	337	79	7	423	15,604,853	31,962,997
QUÉBEC	64	25	2	91	3,747,370	5,638,537
RIMOUSKI	3	2	0	5	46,902	145,620
ROUYN	1	0	0	1	8,867	21,753
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	6	1	0	7	1,800	58,394
SHAWINIGAN	4	4	1	9	366,201	763,692
SHERBROOKE	5	4	0	9	121,700	525,947
SOREL	4	1	0	5	40,050	177,633
ST-HYACINTHE	3	1	0	4	41,000	180,618
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	6	1	1	8	564,250	922,810
ST-JÉRÔME	10	4	0	14	103,215	587,909
THETFORD MINES	0	0	1	1	2,000	49,700
TROIS-RIVIÈRES	7	7	0	14	410,113	915,829
VICTORIAVILLE	1	4	0	5	114,749	214,457
AUTRES/OTHERS	172	77	7	256	5,995,847	14,040,064
TOTAL	698	227	19	944	28,103,721	59,191,988

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	3	2	0	5	4,919	257,211
BELLEVILLE	2	2	0	4	9,146	247,086
BRANTFORD	6	2	0	8	88,160	285,035
BROCKVILLE	2	0	0	2	1,900	10,575
CHATHAM	3	1	0	4	19,200	78,081
CORNWALL	6	1	0	7	6,860	92,015
GUELPH	5	2	0	7	1,650	130,606
HAMILTON	32	10	0	42	255,056	1,303,468
KINGSTON	9	4	0	13	224,950	487,746
KITCHENER	16	1	0	17	24,628	1,601,790
LONDON	23	4	0	27	686,266	2,339,025
MIDLAND	2	1	0	3	600	110,434
NORTH BAY	6	0	0	6	6,000	39,243
ORILLIA	0	0	0	0	0	0
OSHAWA	15	3	0	18	276,650	830,406
OTTAWA	69	12	0	81	955,622	2,754,376
OWEN SOUND	0	1	0	1	523,206	949,300
PETERBOROUGH	3	0	0	3	1,300	11,614
SARNIA	8	1	0	9	14,067	121,450
SAULT-STE-MARIE	7	0	0	7	0	164,326
ST-CATHARINES/NIAGARA	29	3	0	32	171,990	880,397
STRATFORD	1	0	0	1	1,050	18,607
SUDBURY	16	0	0	16	34,780	350,439
THUNDER BAY	2	0	0	2	750	29,209
TORONTO	184	35	15	234	1,708,907	12,686,572
TRENTON	0	0	0	0	0	0
WINDSOR	21	7	0	28	162,051	826,045
AUTRES/OTHERS	137	31	3	171	3,766,389	10,750,085
TOTAL	607	123	18	748	8,946,097	37,355,141
MANITOBA						
WINNIPEG	71	13	2	86	652,747	2,327,299
AUTRES/OTHERS	14	9	0	23	661,373	1,583,307
TOTAL	85	22	2	109	1,314,120	3,910,606
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	3	2	0	5	25,900	254,293
PRINCE ALBERT	3	2	0	5	13,367	144,900
REGINA	17	3	0	20	414,945	876,843
SASKATOON	17	9	0	26	540,002	2,179,246
AUTRES/OTHERS	24	20	0	44	1,798,394	4,166,171
TOTAL	64	36	0	100	2,792,608	7,621,453

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1988
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1988
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	88	17	1	106	2,495,462	5,567,296
EDMONTON	82	21	0	103	2,076,952	7,182,340
MEDICINE HAT	6	1	0	7	34,690	889,502
AUTRES/OTHERS	68	30	0	98	2,511,760	7,791,982
TOTAL	244	69	1	314	7,118,864	21,431,120
C.-B./C.B.						
CHILLIWACK	6	2	0	8	192,386	663,414
COURTENAY	1	0	0	1	3,300	6,000
KAMLOOPS	11	4	0	15	203,364	574,911
KELOWNA	6	3	0	9	218,780	938,498
NANAIMO	2	0	0	2	1,900	21,616
PRINCE-GEORGE	13	4	0	17	309,097	968,029
TERRACE	5	1	0	6	49,585	160,339
VANCOUVER	76	42	1	119	3,682,505	17,266,636
VERNON	4	1	0	5	64,385	342,751
VICTORIA	21	6	0	27	138,755	1,611,763
AUTRES/OTHERS	57	29	3	89	2,721,132	6,429,362
TOTAL	202	92	4	298	7,585,189	28,983,319
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	1	0	1	7,285	72,405
YUKON						
TOTAL	0	2	0	2	5,000	184,430
CANADA						
TOTAL	2,043	599	46	2,688	58,003,700	165,598,194

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X. Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X. Bankruptcy Act)

Rapport du mois de mars 1988		Provinces participantes					
Report for the month of March 1988		Participating Provinces					
		Colombie-Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince-Édouard
		—	—	—	—	—	—
		British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island
							Total
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month	74	13	2	5	69	1
164							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	Total amount paid into court on all consolidation orders during the month	277,864.37	86,038.34	41,075.85	25,776.37	155,021.92	2,745.84
588,522.69							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month	2,148.10	0	7,615.00	20,670.47	132,573.16	8,070.84
171,077.57							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	Total number of terminations and defaults during the month	29	35	6	5	37	1
113							

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommation et Corporations Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

2919-5th Avenue N.E.
Calgary, Alberta
T2A 6T8
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy Favreau
200, boul. Dorchester ouest
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

112, rue Dalhousie
3ième étage
Québec, Québec
G1K 4C1
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/675-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant
et retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:

If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:

Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommation et Corporations - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label		Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse				Change of Address Notice to Publisher	
Nom		Name			
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue				P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street	
Ville	City	Province	Postal CODE postal		
		Canada			
Le destinataire est déménagé à:			The Addressee has Moved to:		
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street		
Ville	City	Province	Postal CODE postal		

R RG36-4 1299 10013815F
CONS & CORP AFF CANGS 771230-01
LIBRARY (PU-239)
PORTAGE I - 14TH FLOOR
OTTAWA
ON K1A 0C9

	Canada Post Postage Paid	Postes Canada Post payé
Book rate		
Tarif des livres		
K1A 0S7		
Ottawa, Canada		

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à*
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

